



APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 NOVEMBRE 2001

Le coup de semonce

Il y eut le 11 septembre, et l'après 11 septembre. Si, comme certains l'affirment, le monde a changé depuis cette date fatidique, la planète n'a pas pour autant cessé de tourner et ses habitants de vivre et de penser. D'où l'idée de ce cahier spécial destiné à la réflexion que nous vous offrons, deux mois précisément après le drame.

L'attaque terroriste contre les tours du World Trade Center, à New York, et contre le Pentagone, à Washington, a entraîné dans la mort des milliers d'individus et lancé l'Amérique et ses alliés, dont le Canada, dans une curieuse de guerre aux conséquences encore insoupçonnées. La peur s'est emparée de la population civile des pays alliés de l'Amérique, une peur sournoise, tantôt physique, souvent psychologique et partout économique, qui affecte autant les individus que les institutions. Au Parlement canadien, les élus ont concocté des amendements aux lois dont la portée est grande, peut-être trop grande au regard de la protection des droits des individus.

Au *Devoir*, nous avons suivi attentivement les événements pour le bénéfice de nos lecteurs à qui nous avons aussi voulu donner la parole, autant que faire se pouvait. Malheureusement, plusieurs lettres sont restées sans suite, faute d'espace. De même, malgré le nombre significatif de pages consacrées à ces événements, nous croyons que tout n'a pas été dit et qu'il reste encore beaucoup à penser.

Pour cela, nous avons demandé à six intellectuels, experts ou professeurs, de partager l'espace de ce cahier spécial avec quelques-uns de nos lecteurs dont les lettres n'avaient pas encore pu être publiées, ce qu'ils ont accepté de faire avec empressement.

Jean-Robert Sanstæon

GUY ROCHER

Département de sociologie et
Centre de recherche en droit
public

Université de Montréal

Il ne faut pas s'y tromper: se rallier à la condamnation des actions terroristes n'implique aucunement une acceptation de la modernité «à l'américaine».

Les «événements» du 11 septembre 2001 et leurs suites ont de nouveau posé l'éternel problème moral de l'usage légitime de la violence et du recours à la guerre. Nous condamnons le terrorisme parce qu'il est une forme larvée de guerre et qu'il fait usage de méthodes considérées comme criminelles. Mais la guerre que mène le plus puissant pays du monde contre l'un des plus pauvres, jetant des milliers d'hommes, femmes et enfants hors de leurs foyers et dans la misère, est-elle plus moralement acceptable? Comme forme de guerre, le terrorisme est presque unanimement condamné et déclaré usage illégitime de la violence. D'où vient cette unanimité que le terrorisme soit maintenant l'ennemi numéro 1? Sans doute parce que c'est un ennemi sans visage, sans identité, sans terrain de bataille, fait d'embuscades sans frontières.

Par certains côtés, il rappelle la guérilla qui, il y a quelques années au Vietnam, avait déstabilisé les stratégies militaires traditionnelles. Mais comparé à la guérilla, le terrorisme est doté d'une nouvelle force: son omniprésence. Il peut se retrouver au sein même de la société ennemie, de la police et même de l'armée ennemie. Il n'est pas porté par une armée: il existe sous la forme de réseaux secrets qui peuvent avoir des maillons sur toute la planète. C'est ce qui lui a valu son nom: le terrorisme crée la terreur, il détient l'arme de la terreur qu'il engendre.

Et à cette arme de la terreur s'en ajoute une autre: aller vers «l'inimaginable». Avant qu'on en soit témoin, l'attaque aérienne destructrice du World Trade Center et du Pentagone était «inimaginable»: ce jour-là, la réalité a rejoint et dépassé la fiction, elle a tenu du cinéma, nous l'avons assez dit. Seuls ceux qui ont pensé, préparé et exécuté ces actions les ont crues et voulues «imaginables». On peut aussi aller au-delà des actions du 11 septembre. Peut-être saurons-nous un jour si les concepteurs de ces agressions avaient aussi prévu l'autre «inimaginable»: l'immense onde de choc

économique, politique, militaire et surtout psychologique qui allait s'ensuivre.

Pour l'heure, le terrorisme a semé la terreur et engendré une vague de panique, surtout aux États-Unis. Mais, de leur côté, la seule menace d'une guerre aérienne et les frappes de l'aviation la plus puissante du monde sont, elles, la cause directe des souffrances silencieuses d'une population civile qui n'a rien à voir avec le terrorisme qu'on dit combattre. Comment alors justifier et légitimer moralement «notre» usage de la violence, «notre» guerre, et condamner l'autre? Nous ne sommes pas sortis de cette lancinante contradiction.

C'est au nom des idéaux de la modernité occidentale qu'on semble s'efforcer de résoudre ce dilemme et de justifier «notre» guerre. On invoque nos droits de la personne, notre démocratie, notre culture. Mais cette justification ne sert qu'à cacher un problème fondamental, celui des rapports qu'entre-tient avec la modernité ceux qui en sont les «bénéficiaires» et ceux qui en sont exclus. Si la modernité puise historiquement ses origines dans la pensée de l'Occident européen, ce sont les États-Unis qui en sont aujourd'hui le prototype, l'idéal-type. Surtout aux yeux de ceux qui sont exclus de cette modernité. Or, cette

identification de la modernité à la «civilisation américaine» et à la supériorité des États-Unis est une source de profondes ambiguïtés et d'infinis malentendus. Il est en effet trop souvent évident que si cette modernité «à l'américaine» fait l'envie de ceux qui n'en sont pas, ce qui attire et ce qu'on reproduit ou veut reproduire d'elle, c'est son côté consumériste des biens de toute sorte bien plus que sa philosophie des droits de l'homme et sa démocratie. Ce n'est pas la modernité dans son ensemble qui est devenue exemplaire, c'est sa richesse, son confort et tout ce qu'elle comporte d'ostentatoire.

Dans le tiers-monde, et plus encore dans le monde musulman et le monde arabe, cette modernité «à l'américaine» devient une pomme de discorde. Recherchée et imitée par beaucoup, elle est honnie et condamnée par d'autres — et pas seulement par des intégristes — au nom de valeurs qui sont considérées comme étrangères et supérieures à cette modernité: idéaux religieux inspirés de révélations; valeurs sociologiques de respect des hiérarchies

VOIR PAGE G 8: SEMONCE

Ce jour-là,
la réalité
a rejoint
et dépassé
la fiction



PETER MORGAN REUTERS

Nous témoignons des puissants liens d'amitié
et de solidarité qui unissent le Québec aux États-Unis.

www.mri.gouv.qc.ca
www.QuebecUsa.org

Relations
internationales
Québec

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

Opposition au projet de loi C-36

Le prix de la liberté

Une démocratie qui décourage la contestation cesse graduellement d'être démocratique

JULIUS H. GREY
Avocat spécialisé en matière de défense des droits de la personne

Coincé dans une situation difficile, le gouvernement du Canada n'a certainement pas l'intention de porter atteinte à la qualité de la démocratie au Canada par son projet de loi sur le terrorisme. Pourtant, le projet, tel que rédigé, constitue, en fait, une menace si grave qu'aucune considération politique ne peut nous permettre d'y acquiescer.

Rappelons que les libertés publiques sont toujours fragiles, difficiles à instituer et faciles à détruire. Elles dépendent non seulement des textes de loi, mais du climat qui règne autour de ces lois. L'unanimité, la conviction profonde et irrésistible de la majorité que notre système est bon ainsi que les règles de rectitude politique sont des ennemis aussi redoutables de la liberté que les textes oppressifs des lois. Cependant, la liberté est surtout menacée quand ces facteurs fonctionnent ensemble. L'adoption du projet C-36 aura précisément un tel effet.

Les actes terroristes, l'espionnage, le complot illicite sont déjà prohibés par nos lois et à juste titre. Le nouveau projet a donc pour but non pas de prohiber ces actes précis, mais d'élargir le champ de ce qui est potentielle-

ment illégal de façon vague et flexible afin de laisser la main libre aux forces de l'ordre pour mener leur enquête et réprimer les comportements jugés fautifs.

Les forces de l'ordre, faut-il le rappeler, ont toujours leur propre agenda. Promues et récompensées pour leurs succès et non pas pour leurs échecs, elles ont intérêt à utiliser les nouveaux pouvoirs dans toutes leurs enquêtes et non seulement dans celles qui visent le terrorisme. Même si la première utilisation, cette année, sera inévitablement une enquête sur le terrorisme, il serait naïf de penser que les nouveaux pouvoirs ne seront pas invoqués dans d'autres domaines du travail policier. Il est tout à fait naturel, pour la police, de se servir de tous les outils disponibles dans l'exécution de ses tâches.

Par ailleurs, la nouvelle définition large et ambiguë de l'acte terroriste, qui peut facilement englober la désobéissance civile, les conflits de travail illégaux et les manifestations houleuses, ne fait rien pour calmer les craintes d'abus. Pour une partie importante de notre société, la différence entre subversion, radicalisme politique et les gestes de désobéissance civile et de résistance a toujours été assez théorique. Il suffit de sortir les journaux américains des années 1950 et 1960 pour constater que la désobéissance civile dans le but de combattre la ségrégation ou la guerre du Vietnam a, dès le dé-

but, été confondue avec le communisme et a souvent été présentée comme une tentation de défaire le système démocratique.

Cette nouvelle définition de terrorisme, qui inclut l'atteinte aux intérêts économiques des parties de la société, ne manquera pas de consacrer le nouveau capitalisme comme seule idéologie politique acceptable et de décourager toute contestation publique de ce système. Une nouvelle orthodoxie s'installera dans notre société.

Le problème sera exacerbé par la tendance actuelle de notre société à comptabiliser tout ce qu'un individu fait et à ne jamais effacer les gestes dérogatoires si peu sérieux. En conjuguant toutes ensemble les dispositions de la nouvelle loi avec la décision récente dans le cas du juge Therrien et avec la débâcle de Jean-Louis Roux comme lieutenant-gouverneur, toute personne responsable devra conseiller à un étudiant ambitieux, qui tient à sa carrière, de ne pas manifester et de ne pas ébranler l'ordre établi. Pourtant, si les étudiants abandonnent la contestation, qui a toujours été leur domaine, qui, alors, va exprimer des doutes à leur place? La répression politique n'est pas le seul moyen de contrôle et elle est loin d'être le moyen le plus efficace. Dans notre société, le conformisme grandissant constitue une plus grande menace. La nouvelle loi aidera à répandre le conformisme dans les couches modérées de la société et facilitera du même coup la répression de quelques éléments plus extrémistes qui refuseront de se ranger. En d'autres termes, les nouveaux pouvoirs de la police vont marginaliser les mouvements antiglobalisation et les autres tendances qui contestent le *statu quo*. Une démocratie qui décourage la contestation, qu'elle soit raisonnable ou déraisonnable, cesse graduellement d'être démocratique et cette évolution n'est pas exclue chez nous.

Si la définition du terrorisme pourra bâillonner la contestation politique du nouvel ordre global, les pouvoirs d'enquête, d'écoute électronique et de filature mettront en péril un autre droit fondamental, celui à la vie privée. Ce danger date d'avant le 11 septembre. Depuis quelques années, les citoyens commencent à se rendre compte du fait que tout ce qu'ils font peut être reconstruit par la suite par les dif-

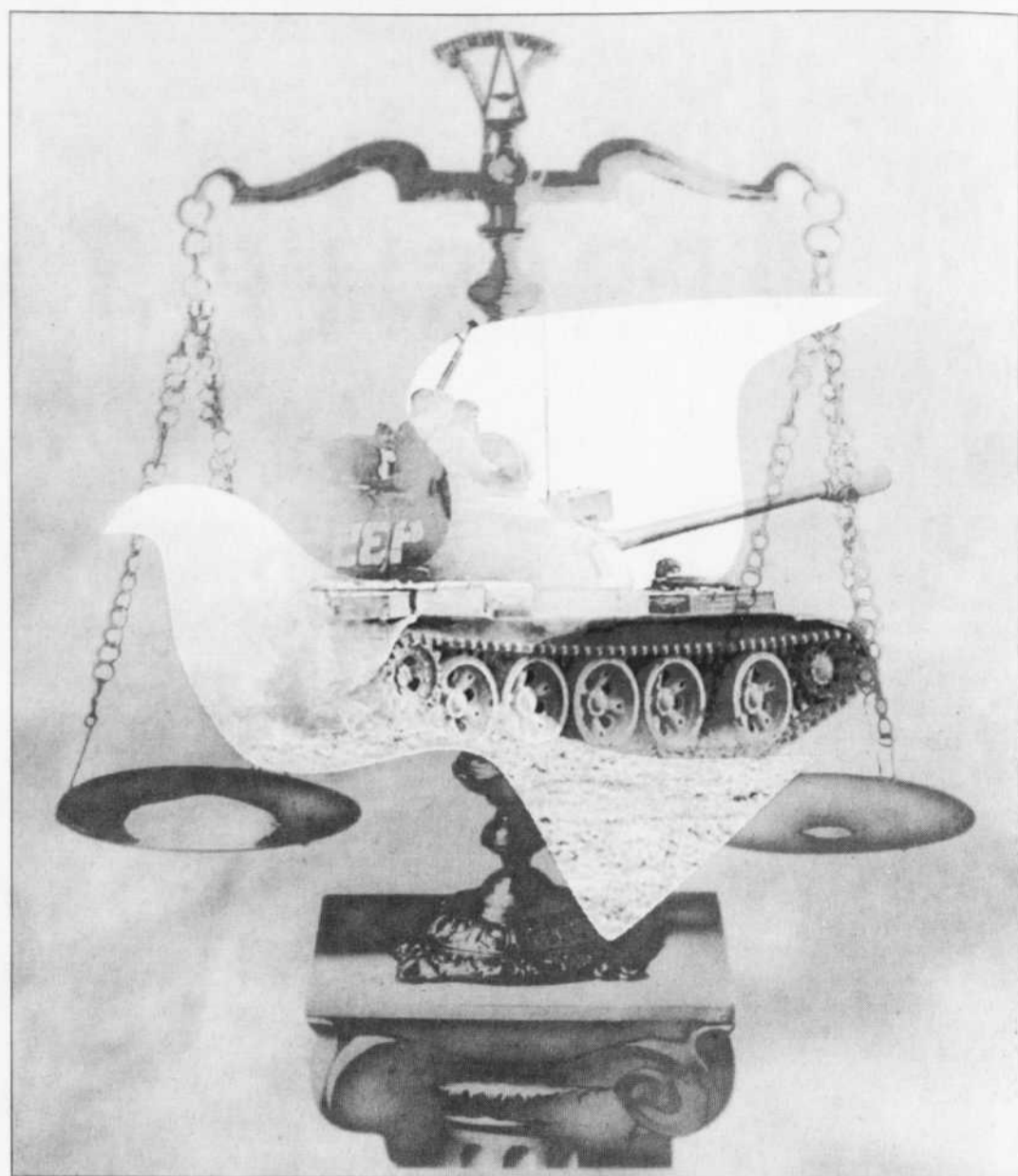


ILLUSTRATION CHRISTIAN TIFFET

Les gestes terroristes sont déjà punissables de façon très sévère ici et aucune preuve n'existe de l'inefficacité de la loi au Canada.

férents instruments technologiques qui en gardent les traces. Il n'y a plus de moyens fiables pour garder un secret. Tant la vie amoureuse que la santé et les activités illicites de citoyens s'ouvrent aux regards des curieux. Certes, les éléments puissants dans notre société pourront peut-être se défendre en créant une nouvelle technologie défensive. Par contre, l'homme moyen se trouvera sans défense face à «Big Brother».

Normalement, nous aurions songé à de nouvelles lois pour protéger nos secrets. Or, la crise anti-terroriste nous pousse dans le sens direct opposé à nos intérêts. La société applaudit pendant que l'on ouvre la porte à une surveillance accrue. Cette nouvelle culture d'espionnage va probablement affecter le comportement de tous. Nous devenons prudents, craintifs et surtout, très conformistes. C'est un prix beaucoup trop lourd à payer pour les quelques avantages de cette loi.

Quelle solution de rechange peut-on proposer au projet C-36? Évidemment, il n'est pas facile de calmer les inquiétudes face aux crimes horribles et irrationnels du 11 septembre. Soulignons, cependant, que les

gestes terroristes sont déjà punissables de façon très sévère et qu'aucune preuve n'existe de l'inefficacité de la loi au Canada. Par ailleurs, plusieurs améliorations possibles ne mettraient pas les libertés en péril.

Ce qui dérange dans le projet C-36, c'est son imprécision et sa portée illimitée. Par contre, une sécurité accrue peut se justifier dans un cadre limité de temps et surtout d'espace. Il est parfaitement loisible d'augmenter la sécurité dans les endroits particulièrement à risque tels que les aéroports, les ports maritimes, les gares, les édifices gouvernementaux et les centres de recherche. Rien n'empêche, non plus,

des vérifications de sécurité plus intensives avant l'octroi du statut d'immigrant. Par ailleurs, une législation contre les abris fiscaux internationaux s'imposait avant le 11 septembre pour des raisons d'équité et pour obliger les plus fortunés à payer la majeure partie des coûts sociaux dont ils s'esquivaient assez souvent. La crise terroriste nous fournit maintenant une raison supplémentaire d'abolir les abris. Cette abolition semblerait enfin apte à gagner l'appui de la droite, qui jusqu'ici était réfractaire quant à la nécessité de réglementer les mouvements de capital. Dans tous ces cas, il s'agirait de lois précises qui ne pourraient pas se prêter à des conséquences inattendues et qui ne touchent pas les libertés fondamentales.

Certes, les libertés publiques nous imposent un prix au niveau de l'efficacité policière. Il serait plus facile de contrôler la criminalité si tout était enregistré, filmé et surveillé et si les enquêteurs étaient moins brimés dans la poursuite des coupables. Si nous avons opté pour un système qui permet à plusieurs coupables d'esquiver la justice, c'est précisément pour éviter l'État policier. La crise terroriste ne devrait pas modifier ce choix de principe. Nous devons garder toute méfiance envers toute législation qui nous propose de sauver la démocratie en la rendant moins démocratique.



COURRIER

Qu'a été le 11 septembre 2001 pour moi?

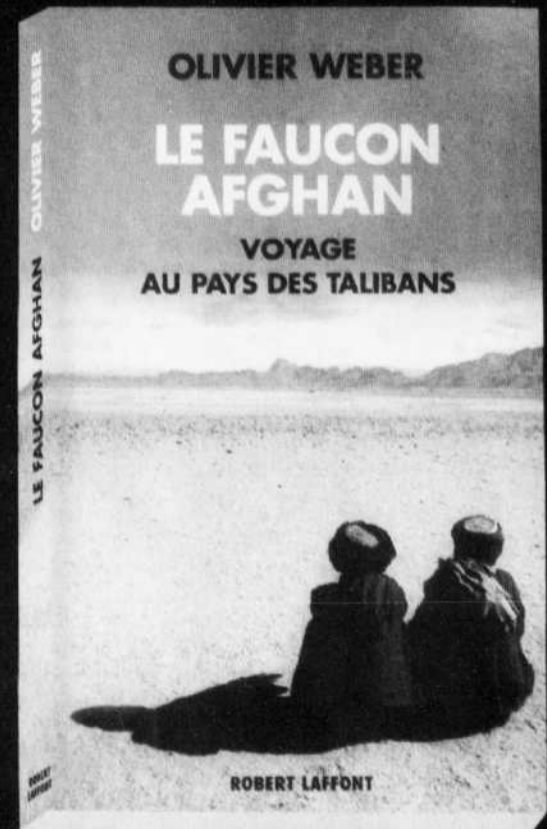
D'abord mes réactions premières quand on a attaqué les deux tours en a été une d'irréalité. Puis, j'ai vite constaté que la réalité dépasse la fiction. Bien sûr, j'ai été horrifiée.

Ce que j'en pense maintenant, après mûre réflexion? Je ne suis pas surprise de ces attaques. Les États-Unis avaient eu des avertissements. Dans les médias, bien avant le 11 septembre, on avait annoncé que Ben Laden s'arme contre les puissances américaines et israéliennes. Ensuite, quand on sait qu'environ 400 000 enfants meurent de faim chaque année dans le monde et que les États-Unis n'auraient qu'à lever le petit doigt pour que les situations s'arrangent, on réfléchit. Aux Philippines, 1 000 000 d'enfants sont morts. Qui s'en est préoccupé?

La catastrophe est arrivée aux États-Unis. C'est effroyable! On a attaqué la sacro-sainte Amérique. Ce n'est pas n'importe quoi! Mais a-t-on pensé à ce que vit l'autre partie de la planète? Les terroristes, quand ils en sont arrivés là, ne possédant rien, n'ont plus rien à perdre.

Nous avons nous aussi, Canadiennes et Canadiens, notre part de responsabilité dans tout ça. Que pouvons-nous faire? D'abord et avant tout, faire savoir aux grands du monde occidental notre désaccord vis-à-vis la revanche. Une Troisième Guerre mondiale pourrait être la fin de la vie. Qui fait encore? S'informer des événements, essayer de comprendre la culture des musulmans, signer et faire signer des pétitions, s'inquiéter de la position de nos futurs chefs lors des élections fédérales et provinciales, et finalement, prier. Prier pour que M. Bush et les chefs des grandes puissances occidentales remettent en question les décisions déjà prises. Qu'ils s'éveillent aux conséquences dramatiques qui s'en suivent. Qu'ils aient un brin d'humilité qui les amène à chercher les véritables causes des attaques du 11 septembre... et de l'antrax qui circule en Amérique du Nord. Marie-Danièle Roberge Comité citoyenneté du CAPMO Québec, octobre 2001

LES TALIBANS vus de l'intérieur



« Un documentaire d'une rare qualité. En lisant Olivier Weber, j'ai déchiffré l'Afghanistan d'aujourd'hui. »

Dominique Lapierre

ROBERT LAFFONT

www.laffont.fr

NOUVEAUTÉ Bayard



Florent Blanc
Ben Laden et l'Amérique

L'ouvrage de référence le plus attendu sur le sujet.

Comment un milliardaire saoudien devient l'ennemi public numéro un de la plus grande puissance mondiale!

Ce livre est le résultat d'un long travail de recherche sur ce personnage intrigant ainsi que sur les causes qui ont conduit aux événements du 11 septembre dernier.

S.O.S. réfugiés afghans

DONNEZ MAINTENANT !

Campagne appuyée par :



Oxfam Québec

Faire le chèque à Oxfam-Québec (Mentionnez S.O.S.)

1.877.937.1614 ou 514.937.1614

www.oxfam.qc.ca

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

Penser après le 11 septembre

Faut-il pleurer Goliath ébranlé?*Même si on rechignait à pleurer le géant américain, on serait obligé, pour l'heure, de s'y résigner afin de ne pas se tirer dans le pied*LOUIS CORNELLIER
Professeur de littérature
et chroniqueur au Devoir

Si tous, dès le 11 septembre, se sont entendus pour déplorer les victimes des attentats qui ont frappé l'Amérique au cœur, force est de constater, toutefois, que le consensus des larmes aura été de courte durée. Au recueillement devant l'horreur, en effet, a rapidement succédé la foire aux opinions qui accompagne tout événement majeur en terre occidentale.

La démocratie, ont décrété les uns, fort nombreux et relayés par les médias officiels, venait d'être attaquée. Désormais revenus de nos illusions sécuritaires d'intouchables, nous allions devoir, nous les démocrates occidentaux, faire front commun contre la barbarie dans ce nouveau combat pour la liberté. Dans

ce contexte, malheur aux tièdes; ils seraient tenus, dorénavant, pour des ennemis des justes.

Hypocrisie que cette idéologie belliqueuse qui se cache derrière ses sanglots sélectifs, ont rétorqué les autres, peut-être moins nombreux que les premiers, mais bardés d'une conscience de gauche qui impose en signalant leur pureté de cœur et leur refus de la naïveté propagandiste. Dommage pour les victimes américaines, ont-ils argumenté, mais leur mort est-elle autre chose que la rançon de l'arrogance de leur pays surpuissant? Qui sème le vent ne récolte-t-il pas la tempête? Non, ceux-là qui connaissent la culpabilité américaine n'allaient pas se laisser enrôler par des faucons déguisés en colombes.

Se peut-il que ces deux camps aient un peu raison et tort à la fois? Que, sans renvoyer tout le monde dos à dos et conclure qu'il y a du bon et du mauvais de part et d'autre, il faille dépasser cette fausse alternative et accepter de penser sur un fil de fer? La complexité du monde, qui ne justifiera jamais les atermoiements de velleitaires, n'oblige-t-elle pas au moins ceux qui font profession de penser à refuser le simplisme argumentatif des idéologues qui ont toujours déjà fait leur lit?

Des premiers, alors, des tenants de la thèse selon laquelle il faut se rallier sans réserve à l'Oncle Sam assiégé, il faudrait donc dire qu'ils ont la mémoire courte et l'adhésion aveugle. Plutôt démocrate chez lui, mais cynique et tristement pragmatique partout ailleurs, leur héros ne mérite certainement pas qu'on lui donne carte blanche dans un élan de compassion. Sa récente expérience de victime ne lui donne pas tous les droits et, demain comme hier, ses faits et gestes devront être soumis à la plus implacable des critiques. Ce n'est pas s'adonner à l'antiaméricanisme primaire que de rappeler ce puissant à ses devoirs humanitaires.

Les seconds, ceux qui clament la culpabilité de l'opulente Amérique, auraient-ils donc, dans ces conditions, raison? Une telle conclusion est tentante, mais dangereuse. Car, en effet, que signifierait justifier l'horreur du 11 septembre par la thèse d'une dette américaine sinon donner raison à des criminels drapés dans le manteau du combattant? L'oubli des vrais victimes de l'impérialisme,

que dénoncent avec raison ces antiaméricanistes, n'est-il pas redoublé par la folie intégriste qui instrumentalise les damnés de la terre pour couvrir ses crimes?

Que David ébranlé Goliath, voilà qui peut nous rejouer et l'expérience du Vietnam, à cet égard, conserve valeur d'exemple. Mais qu'un autre Goliath, frustré et plein de ressentiment, vienne assassiner les enfants du premier de ce nom pour imposer son fanatisme qui fait honte au genre humain, voilà qui devrait plutôt nous inciter à la résistance. Le 11 septembre n'a pas marqué la revanche des victimes sur leur bourreau, mais le baroud de déshonneur d'une armée de l'ombre prête au suicide et au carnage afin d'imposer au monde ses fantasmes de pouvoir absolu.

C'est pourquoi même si on rechignait à pleurer le Goliath américain ébranlé, on serait obligé, pour l'heure, de s'y résigner afin de ne pas se tirer dans le pied. Parce que c'est aussi le meilleur en lui, plus que le pire peut-être, qui a été visé et qui mérite d'être défendu. Parce que donner raison aux terroristes n'aidera en rien les affamés et les humiliés (voir, à ce sujet, l'article de Frédéric Encel intitulé «Ben Laden se fiche des Palestiniens» dans *Libération*, 19 octobre 2001).

Quand on l'attaque, le monde libre a le devoir de se défendre adéquatement, dans le respect du droit international. Cela, toutefois, ne lui donne pas le droit, ici comme ailleurs, d'instrumentaliser ou de trahir les idéaux et les promesses qui le rendent désirable pour tout être humain. A nous d'y voir. Être veilleur de démocratie tous azimuts, voilà, pour un intellectuel, aujourd'hui comme demain, le lieu du courage et de la justice.

louiscornellier@parroinfo.net



Le 11 septembre n'a pas marqué la revanche des victimes sur leur bourreau, mais le baroud de déshonneur d'une armée prête au suicide afin d'imposer ses fantasmes de pouvoir.



COURRIER

Voulez-vous détruire la planète?

Si c'est le cas, faut nous le dire!!! Nous, citoyens et contribuables; nous qui finançons vos armes et qui, par le biais de la société que vous avez conçue, entretenons aussi votre idéologie: nous vous demandons d'arrêter.

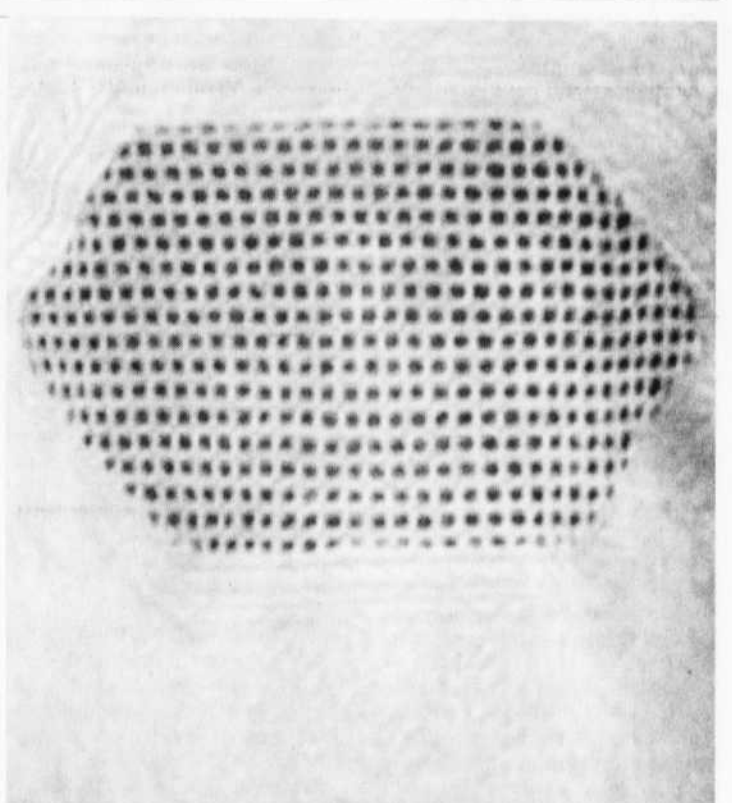
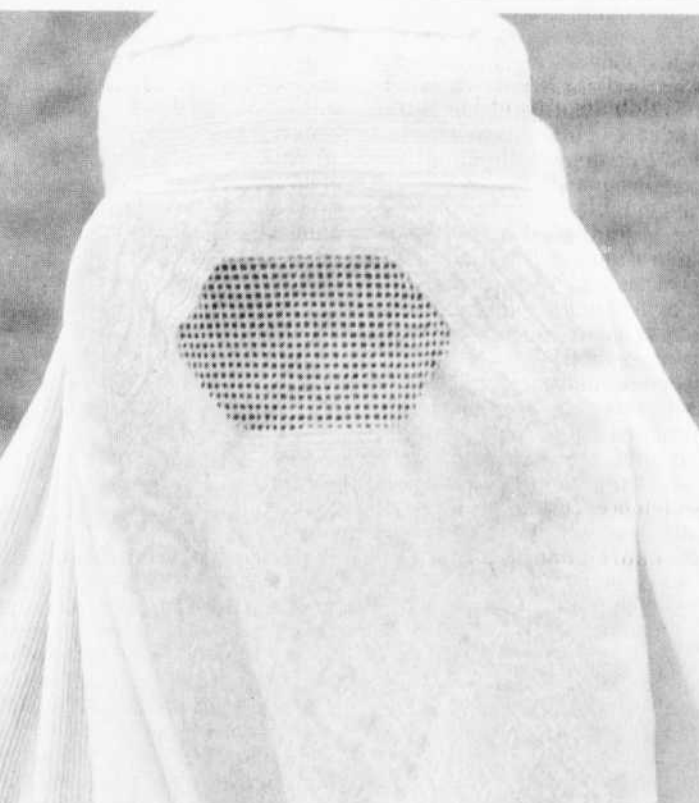
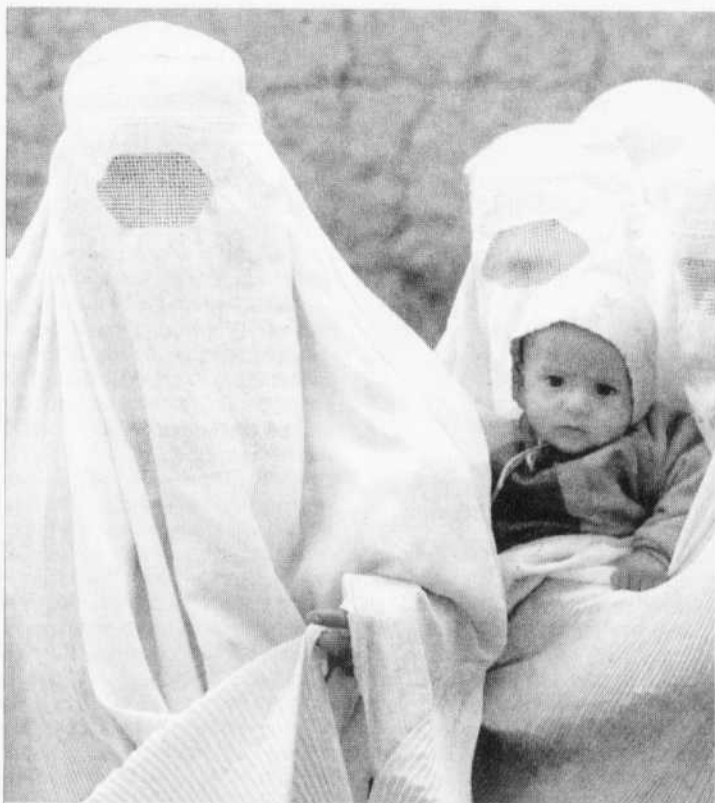
Vous êtes sur le point de tout anéantir. D'un bout à l'autre de la planète, comme un volcan, la terre éclate. D'un bout à l'autre de la planète, des enfants meurent et des familles se déchirent. D'un bout à l'autre de la planète, l'économie et les ressources se tarissent. Nous mourons à petites doses: 5000 morts ici, 500 ailleurs, etc. Notre avenir se meurt.

Qu'arrive-t-il à nos enfants? Nous les éduquons à prendre des armes à la place des mots. Dans nos classes, nous les «endoctrinons» à nos valeurs patriotiques, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud. Dans une classe aux États-Unis ou dans un camp au Moyen-Orient, le résultat est le même: nos enfants perdent leurs rêves et nous, notre rêve.

La nuit, les oursins de peluche qui, par le passé, se transformaient en monstres sous les lits sont devenus des soldats armés, ratisant des villes et anéantissant des populations entières. La paix n'est plus. Les rêves sont des cauchemars. Dans nos chaumières et aillères.

Que devons-nous faire pour que vous, dirigeants et politiciens, vous qui croyez être les maîtres du monde, qu'importe le camp que vous occupez, arrêtez ce suicide collectif? Nous ne voulons pas mourir: pas plus sur un champ de bataille que dans une tour.

Chantal Perriat
Longueuil, 26 octobre 2001

**L'INFO EN PROFONDEUR**

Pour savoir: 24 bulletins de nouvelles nationales et internationales.
Pour comprendre: 5 magazines d'actualité. Tous les jours.

www.radio-canada.ca/radio

radio **Première** 
CHAÎNE

95.1^{FM}
Montréal

106.3^{FM}
Québec

90.7^{FM}
Ottawa - Hull

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

La montée du terrorisme

D'où vient cet islamisme radical?

Les événements du 11 septembre ont fait passer l'islamisme radical du statut d'épiphénomène à celui de vecteur politique central menaçant la paix et la sécurité dans le monde

YVAN CLICHE

Détenteur d'une maîtrise en science politique avec mémoire portant sur l'intégrisme musulman, l'auteur est spécialiste en affaires internationales au sein d'une grande entreprise. Il a vécu et voyagé dans plusieurs pays arabes.

L'intégrisme islamique n'est pas né d'Oussama ben Laden. Ses racines plongent jusqu'à il y a plus d'un siècle, à la tentative d'une civilisation au passé glorieux de se donner une nouvelle place dans la géopolitique mondiale, dominée par l'Amérique et l'Europe.

Si l'islam a connu son apogée quelques centaines d'années après son apparition au VII^e siècle, elle n'est ni plus ni moins qu'une civilisation dormante quand Napoléon débarque en Égypte, à la toute fin du XVIII^e siècle. Il y découvre alors une société qui subit une période de déclin marqué par l'absence de dynamisme sur le plan intellectuel. En pays d'islam, on considère les règles de la vie comme définitivement inscrites dans la *Charia* (loi musulmane), la *Sounna* (traditions) et le *Fiqh* (jurisprudence musulmane). Le climat qui règne dans le monde musulman en est un hostile à la nouveauté: peu s'en faut pour être accusé de *bida* (innovation, dans un sens péjoratif).

À l'inverse, en Europe, le rationalisme et l'humanisme soutiennent un environnement favorable aux inventions qui bouleversent les anciennes structures économiques, politiques.

Le retard de la civilisation islamique commence dès lors à devenir un sujet de préoccupation majeure des milieux intellectuels musulmans de la fin du XIX^e siècle-début XX^e siècle.

La figure de proue de cette volonté de renouveau intellectuel est un Afghan, Jamal al-Din al-Asadabadi, dit Al-Afghani (1837-1897). Al-Afghani exprime, à travers publications et conférences, sa vive préoccupation à l'égard de la menace morale et politique que pose l'impérialisme européen à l'islam et à l'*oumma* (la communauté des croyants musulmans).

Al-Afghani fera des disciples. Le plus important est l'Égyptien Mohamed Abdouh (1849-1905). Essayant d'intégrer islam et modernité, la pensée d'Abdouh sera reprise par deux mouvances opposées, le réformisme d'inspiration laïque, plus près des idées occidentales, et le réformisme conservateur, représenté par le Syro-Libanais Rashid Rida (1865-1935). La filiation intellectuelle du trio Afghani-Abdouh-Rida est connue comme le mouvement *salaftiyya*, qui signifie retour aux sources, pour indiquer la volonté de retourner à la foi des pères fondateurs de l'islam, les Rashidun (les quatre premiers califes de l'islam).

Les Frères musulmans

Mouvement intellectuel, la *salaftiyya* trouvera son véhicule politique par la création des Frères musulmans. Fondé en 1927-28 par un instituteur égyptien, Hassan Al-Banna, ce mouvement vise à répandre le message de l'islam dans les mosquées et les lieux publics, au sein d'une société dont les mœurs épousent de plus en plus celles de l'Occident.

Le mouvement des Frères musulmans connaît dès sa création une progression fulgurante. Non seulement agit-il sur le plan des idées, mais il s'implante comme une confrérie palliant aux nombreuses carences de l'État: des clubs sportifs et éducatifs sont mis en place, de même que des petites industries rattachées aux Frères. On y prodigue l'enseignement de l'islam traditionnel, tout en faisant des œuvres à caractère social, surtout dans les milieux les plus démunis: petits fonctionnaires, étudiants venus de la campagne, ouvriers, petits salariés des villes.

Que prônent les Frères musulmans? Ni plus ni moins que l'islamisation des pratiques politiques et sociales, notamment pour contrer la pénétration des idées étrangères, qui affaiblissent l'*oumma* en maintenant une dépendance envers l'Occident. Face aux maux qui assaillent le pays (pauvreté, corruption, etc.), un seul remède: l'islam, compris comme un système total, valable pour tous les temps et tous les lieux.

Des conditions favorables

La montée des Frères musul-



Phénomène politique représentatif de l'état d'esprit d'une bonne frange des Arabes et des musulmans, le terrorisme ne pourra être amené que par des actions à court et à long terme permettant, essentiellement, d'assurer une vie plus digne à la majorité des citoyens de ces pays.

mans ne se fait bien sûr pas dans un vacuum. Des conditions sociales y participent. La Deuxième Guerre mondiale, entre autres, active le mouvement d'urbanisation et de paupérisation des masses paysannes venues en ville, accroît l'écart entre les riches et les pauvres, diminue le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, compte une croissance démographique galopante, qui ronge les minces acquis du développement.

Face aux maux qui assaillent le pays, un seul remède: l'islam, compris comme un système total, valable pour tous les temps et tous les lieux

Le mouvement est toutefois victime de sa popularité: des membres non contrôlés en viennent à des actions violentes, dont l'assassinat du premier ministre égyptien en décembre 1948. En réplique, la police politique égyptienne sera celle qui, selon toute vraisemblance, assassinera le leader Al-Banna, en 1949.

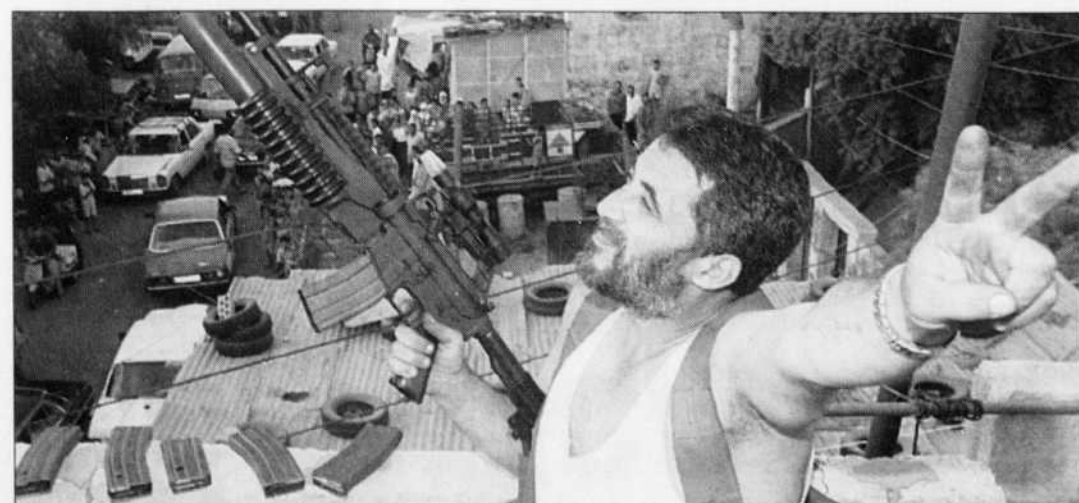
La popularité du premier leader des Frères, Al-Banna, reste encore immense dans les milieux intégristes. De nombreuses biographies lui sont consacrées, qui louangent celui qui, le premier, a voulu agir concrètement pour instaurer un panislamisme dans le monde moderne, et dont la devise est: le Coran est notre constitution.

L'islamisme radical

À la suite de l'assassinat du fondateur des Frères musulmans, un homme émerge pour prendre la relève comme théoricien de l'islamisme: Sayyid Qutb (1906-1966).

Employé au ministère de l'Instruction publique, il devient membre des Frères musulmans en 1951, encore semi-actif, puis chef de la section propagande. Les Frères jouent un rôle non négligeable dans l'arrivée au pouvoir du président Nasser en Égypte en 1952. Champion de l'anti-impérialisme et de l'anti-colonialisme, deux thèmes chers aux Frères, Nasser fait donc d'emblée alliance avec les intégristes.

Rapidement toutefois, cette alliance s'effrite. Agacé par les Frères qui se donnent le rôle de chien de garde du régime, Nasser dissout le mouvement et Qutb est emprisonné. Libéré en 1964, il a profité de ses années de prison pour accentuer sa réflexion sur la situation actuelle de l'islam, qu'il diffuse via des livres, dont son plus important est *Repères sur la route*. Considéré comme l'instigateur d'un complot visant à renverser le régime, il est pendu en 1966.



L'islamisme radical est doté d'une infrastructure terroriste élaborée par la guérilla contre les Russes.

L'expérience des prisons et les exactions commises contre les leaders islamistes contribuent grandement à la radicalisation du mouvement dans les années 70 et 80. De l'œuvre sociale et graduelle prônée par Al-Banna, on passe à l'action politique violente et immédiate.

La pensée de S. Qutb fournit une justification idéologico-religieuse à la violence politique au nom de l'islam. L'élément central de sa pensée est la *jahiliyya*, soit l'ignorance associée à la période de l'Arabie anté-islamique, de même que les thèmes de l'État islamique et de la révolution par le *jihad* (guerre sainte). Selon Qutb, le monde actuel gît dans un gouffre spirituel et moral. La *jahiliyya* règne dans tous les aspects de la vie moderne, autant en Occident que dans le monde musulman.

Pour anéantir la société *jahilite*, il importe d'engager une action révolutionnaire par le *jihad*, d'abord sur le plan spirituel pour se débarrasser des valeurs exogènes, puis militaire, pour renverser le système en place.

Cette pensée éveille des oreilles d'autant plus sympathiques que les Arabes accumulent les échecs, notamment sur le plan militaire, contre Israël. La défaite de la guerre de 1967 sera d'autant plus amère que la propagande arabo-phobe prédit une victoire totale et décisive. Dans les faits, non seulement Israël remporte-t-elle une victoire nette et rapide, pire, elle s'étend sur maints territoires autrefois sous égide arabe (Golan, Gaza, Cisjordanie, Sinai).

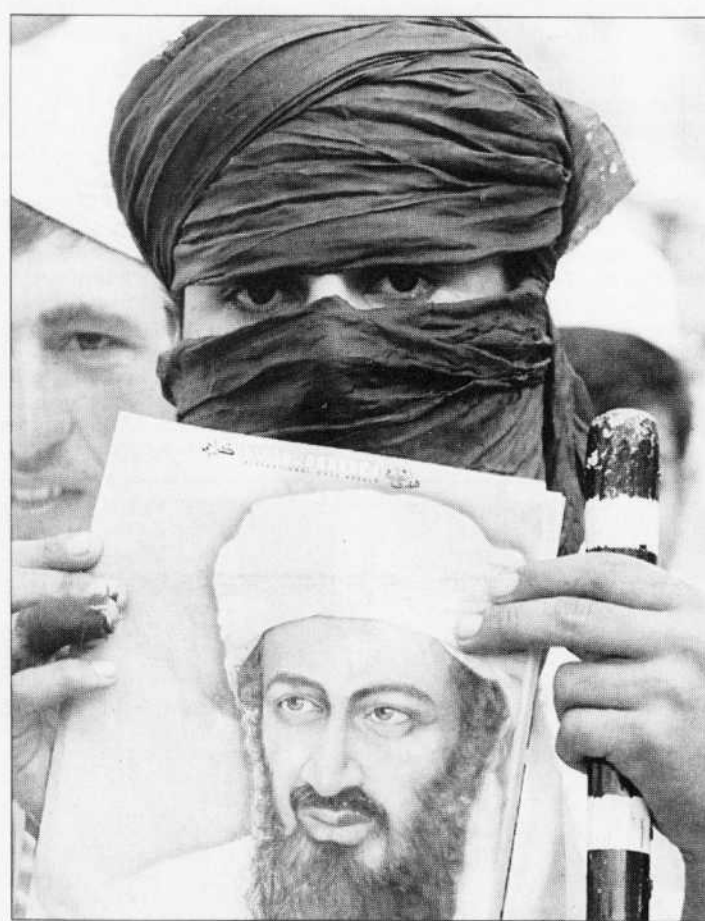
La paix, une capitulation

Si un islamisme modéré se développe et perdure jusqu'à maintenant, composé de gens voulant islamiser la société sans la bouleverser (une forme d'étapisme dirions-nous ici), les années 70 et 80 sont riches en événements permettant aux radicaux de se mobiliser et de mettre en œuvre la pensée intégriste radicale.

Il y a d'abord la Révolution islamique en Iran. Pour la première fois, des propagateurs d'un islam politique, revendicateur, prennent le pouvoir dans un pays musulman. Même si cette révolution islamique se passe dans le monde chiite, une branche (minoritaire) de l'islam, elle n'en produit pas moins une onde de choc favorable à la poussée intégriste dans le monde sunnite, la branche majoritaire de l'islam, représentant environ 90% des fidèles.

Il y a ensuite la paix séparée de l'Égypte avec Israël. Sous le parapluie américain, le président Sadate signe en 1979 les accords de Camp David, qui permettent au pays de recouvrer le Sinai en échange de la reconnaissance explicite d'Israël.

Pour les radicaux, il s'agit d'un



Contrairement à d'autres groupuscules intégristes forts en propagande, mais faibles en actions, Oussama ben Laden et son organisation n'hésitent pas à mettre leur *jihad* à exécution.

pacte inacceptable avec le camp ennemi sioniste (Israël) et impérialiste (Etats-Unis) et la consolidation du mythe très en vogue en terre arabo-islamique voulant que les États-Unis soient totalement dominés par les Juifs. Sadate paiera d'ailleurs chèrement cette paix: invoquant sa trahison, un militant intégriste du groupe al-Jihad (toujours existant) l'assassine en plein défilé militaire, en octobre 1981.

Et il y a l'Afghanistan. Si la Révolution iranienne de 1979 s'est faite de façon pacifique, le *jihad* armé peut proclamer, dix ans plus tard, un premier gain décisif: le retrait des forces impies, les Russes, rien de moins qu'une des premières puissances militaires de la planète, d'une terre d'islam.

C'est une importante victoire. Dans cet Afghanistan presque sans État et abandonné à une faction islamiste rétrograde, les talibans, elle confirme aux islamistes radicaux (surnommés les «Afghans arabes»), des jeunes provenant de divers pays et qui souvent fuient la répression dans leur propre pays, leur capacité à faire triompher l'islam contre la civilisation dominante, l'Occident.

En ce début des années 90 donc, l'islamisme radical est désormais

doté d'une infrastructure militaire et terroriste élaborée par la guérilla contre les Russes et capable de rassembler, dans un même lieu, une armada d'hommes fanatisés et embrigadés par une mystique mêlant le religieux et le fusil.

Les raisons de s'attaquer à l'Occident, et particulièrement aux États-Unis, première puissance militaire et économique, ne manquent certes pas. Après tout, les infidèles n'occupent-ils pas les premiers lieux saints de l'islam: l'Arabie Saoudite, berceau de l'islam, par la présence des troupes américaines depuis la guerre du Golfe de 1991; et Jérusalem, sous la férule de l'État juif, et qui fait subir quotidiennement son humiliante répression dans les territoires occupés? Sans compter l'appui américain aux régimes arabes corrompus, qui leur sont inféodés, notamment les pays de la péninsule arabique, et la suffocation engagée contre l'Irak par les embargos contre ce pays.

Contrairement à d'autres groupuscules intégristes forts en propagande, mais faibles en actions, Oussama ben Laden et son organisation mettent leur *jihad* à exécution et débutent une série d'actions contre des cibles américaines, militaires et civiles: attentats du World Trade Center en 1993, déjà en plein territoire américain; cibles militaires américaines à Riyadh, en 1995; ambassades américaines en Afrique, en 1998; attentats contre le navire USS *Cole*, en 2000; puis le 11 septembre 2001.

Les événements du 11 septembre auront donc fait passer l'islamisme radical, plus d'un siècle après sa fermentation, du statut d'épiphénomène de la géopolitique internationale à celui de vecteur politique central menaçant la paix et la sécurité dans le monde. Phénomène politique représentatif de l'état d'esprit d'une bonne frange des Arabes et des musulmans, il ne pourra être amené que par des actions à court et à long terme permettant, essentiellement, d'assurer une vie plus digne à la majorité des citoyens de ces pays.

COURRIER

La séduction de la mort

11 septembre 2001. Deux géants américains s'effondrent. Leurs lentes implosions en gerbes symétriques arborent la puissance majestueuse de la mort sur son destrier ailé. Il y a eu d'abord la stupeur et l'effroi. Notre sévérité émotionnelle, figée pour un moment, s'est mise ensuite à déverser une lave exubérante. Nous avons eu nos larmes, nos patriotismes, nos cris de guerre, nos appels vigoureux à la sagesse. Nous avons eu aussi nos rationalisations qui transforment les victimes d'aujourd'hui en bourreaux de toujours et celles, plus acerbes, qui ne peuvent fonder leurs cohésions tribales qu'à travers la haine de l'Autre. Au-delà de ces émotions militantes, souvent aveugles, il y a maintenant plus dangereux: la séduction festive de la mort. La puissance du négatif fascine. Aux limites du sacré où la vie et la mort imprévisibles prennent leur source, les milliers de victimes pèsent peu devant la présence de l'incommensurable. La mort spectaculaire de ce 11 septembre, en ébranlant le cours des choses, ouvre le bal aux tentations diverses. Déjà, ici et là, on ironise et on spéculer sur ses possibilités inouïes. Si certains cèdent aux peurs terroristes, d'autres y voient l'annonce de bouleversements régénérateurs. Dans nos existences qui s'étiolent dans la banalité du quotidien, et ce, quel que soit ce quotidien, la mort semble apporter un parfum d'exotisme. Elle envoûte. Si la puissance de la mort séduit, cette séduction peut être perverse. Elle se présente comme une esthétique festive du renouveau, en deçà du bien et du mal, esthétique qui ouvre la porte à toutes les actions possibles, même à celles qui constitueraient la fin de toute esthétique, de toute réflexivité et de toute ironie.

Joseph Karsenti
Enseignant

L'horreur

Une horreur, le terrorisme. Le terrorisme est une horreur. Aucune raison ne peut le justifier. Pourtant il existe, c'est un fait. Peut-on le supprimer? Il n'est pas facilement saisissable. Coupez-lui une tête, il en repousse 100 autres. Il n'est pas de l'ordre des causes, mais des effets. Le terrorisme est toujours l'effet d'un malaise. On ne le supprime que si l'on peut supprimer le malaise qui l'engendre. Ce qui est alarmant dans l'action actuelle contre le terrorisme, c'est qu'au lieu d'essayer d'identifier le malaise qui l'engendre, au lieu d'aller à la cause, on s'acharne sur les effets. Au lieu d'éteindre l'incendie, on l'alimente. On pense qu'on aura raison de lui par la force, mais il utilise la force même de ses adversaires. Il n'a pas d'aviion, il se sert des avions américains contre les Américains.

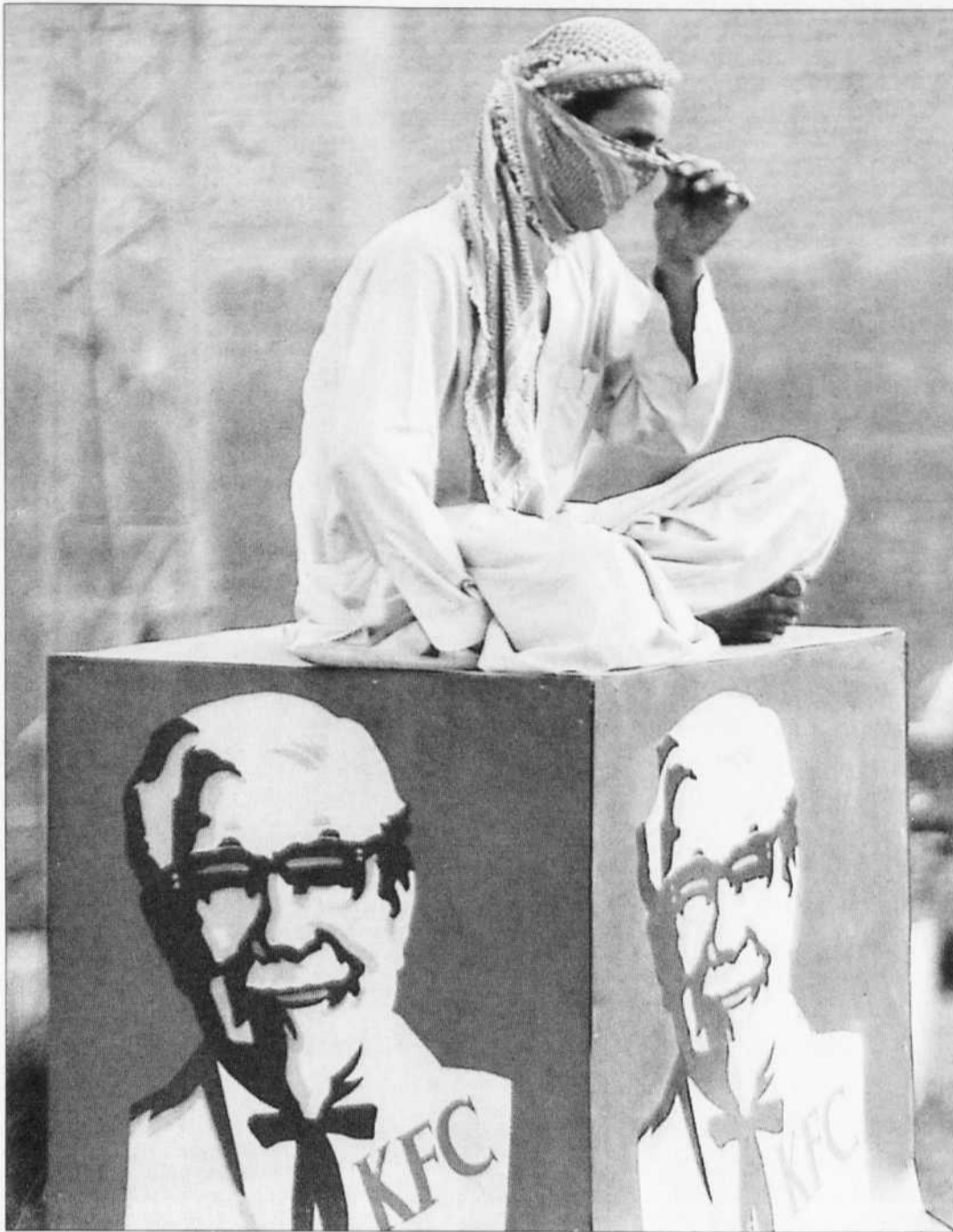
Dans le brouhaha médiatique qu'ont provoqué les événements récents, on n'entend pas les chefs de nations s'interroger sur les causes du terrorisme. On nous assure que l'on va l'anéantir par la force. On ne semble pas s'apercevoir que les lois de la jungle sont inefficaces contre le malheur.

Paul-Émile Roy
Lorraine, 11 octobre 2001

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

Une haine née de l'échec

L'islamisme témoigne du malaise d'une civilisation bousculée par la mondialisation et signale l'échec des élites arabo-musulmanes face aux défis posés par le monde moderne



Le fossé entre les doctrines traditionnelles et les nouvelles valeurs qui sous-tendent le processus de modernisation s'est considérablement accru. Pour les jeunes, cette réalité suscite un inconfort, ceux-ci ayant à la fois un pied dans le monde ancien, un autre dans un monde nouveau.

YVAN CLICHE

Plusieurs explications ont été lancées ces dernières semaines pour comprendre les motivations des militants islamistes radicaux, notamment ceux ayant commis les attentats du 11 septembre. L'horreur des événements et leur impact sur nos vies ont en effet incité plusieurs à chercher des explications sur ce qui amène des hommes en apparence normaux à entretenir une telle haine de la société américaine et occidentale.

Il y a selon nous trois grands facteurs qui, dans le monde arabo-musulman actuel, peuvent permettre de mieux saisir le contexte pouvant expliquer de tels gestes violents. Ces facteurs sont d'ordre culturel, historique et sociopolitique.

Premièrement, l'islamisme, y compris sa forme radicale, doit être compris à l'intérieur du processus de modernisation, s'identifiant en fait à une occidentalisation, touchant les pays arabes et musulmans après l'expansion européenne, qui n'a cessé de se poursuivre depuis deux siècles.

Le contexte dans lequel agit l'islamisme est celui de la rupture de l'ordre politique et communautaire traditionnel. En fait, la modernisation en islam n'a pas été suscitée de l'intérieur, mais s'est imposée à la suite de l'expansion mondiale de la culture occidentale depuis le XVIII^e siècle. À mesure que s'est accentuée la modernisation s'est accru le fossé entre les doctrines traditionnelles et les nouvelles valeurs qui sous-tendent le processus de modernisation. Pour les jeunes en particulier, cette réalité suscite un inconfort important, ceux-ci ayant à la fois un pied dans le monde ancien, un autre dans un monde nouveau.

Pour combler ce fossé ont pris forme différentes idéologies, certaines prônant un rapprochement avec les idées européennes, d'autres favorisant un retour en force aux seules traditions culturelles anciennes. (La nuance entre

les deux courants n'est pas toujours claire: comme la laïcité, la séparation du religieux et du politique, n'existe pas formellement en islam, l'expression politique emprunte sans gêne au langage religieux et vice-versa.)

Malgré tout, l'islamisme ne constitue pas un mouvement de réaffirmation religieuse, mais un phénomène socio-politique, lié essentiellement à une menace d'acculturation et à des problèmes politiques et socio-économiques persistants, voire s'aggravant.

Une adaptation plus difficile qu'ailleurs

Deuxièmement, la réaction à cette situation et au sentiment de déclassement qui s'ensuit est plus difficile en monde arabo-musulman. D'une part, les Arabes et l'islam ont déjà été la civilisation dominante, celle apportant l'avancement de la connaissance et le progrès; d'autre part, l'islam constitue la dernière religion révélée, le «sceau des prophètes», celle qui devrait, selon les islamistes, avoir prééminence. Pour eux, accepter la domination occidentale, c'est abdiquer cet héritage et tourner le dos à l'histoire.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger la frustration ressentie face à la présence et à la domination d'un Etat juif en pleine Palestine, alors qu'historiquement les juifs, comme les chrétiens d'ailleurs, avaient plutôt statut de *dhimmi* (minorités) en terre d'islam. Cette animosité envers les juifs notamment est fortement alimentée par les médias, voire le système d'éducation, qui n'ont cessé de vilipender les juifs et de donner foi à toutes les rumeurs de complot de l'Etat hébreu.

Islam et contestation politique

Troisièmement, en plus de se poser, pour les islamistes, comme une panacée au problème, crucial, de l'identité, l'islam devient le fer de lance de la contestation politique et sociale. Tous les maux, tous les revers, continus, affectant

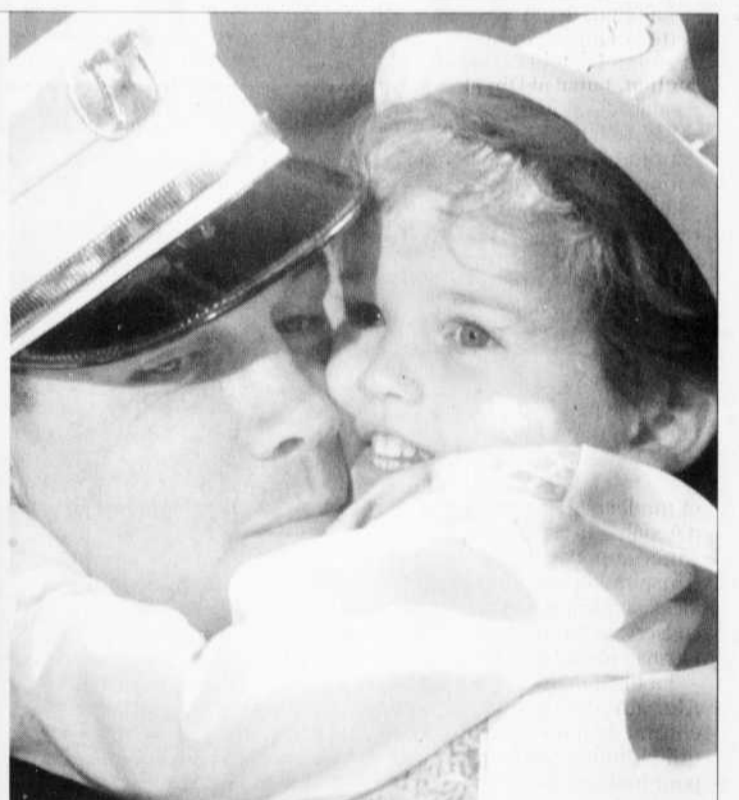
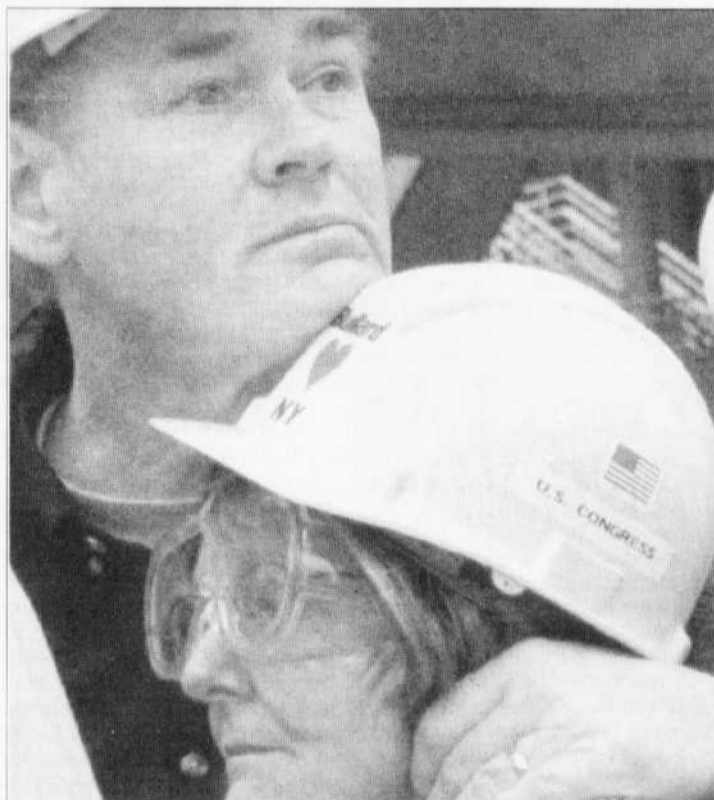
le monde musulman depuis quelques siècles dérivent, finalement, d'une déviation dans l'application du message coranique *stricto sensu*. Revenir à l'islam originel, c'est donc se remettre sur le droit chemin, celui qui a fait de l'islam la religion dominante.

Quels sont ces échecs? Sur le plan politique: les idées occidentales (socialisme, nationalisme, laïcisme) et les valeurs qu'elle promeut n'ont pas amené, tel que promis, des opportunités accrues. Pire, elles ont été utilisées par des élites corrompues, qui se passent le pouvoir à l'intérieur de la même famille ou de la même caste. Ces idées étrangères ont plutôt, dans les faits, amené la division des musulmans en diverses factions (en Etats, entre modernistes, traditionalistes, etc.), inexistantes auparavant au sein de *l'oumma*.

Sur le plan économique ensuite: la pauvreté de la majorité se maintient, voire empire, en même temps que l'enrichissement des élites, insensibles devant l'aggravation des inégalités, ce qui va à l'encontre de la justice sociale prônée par l'islam. Sur le plan militaire enfin, par les défaites successives contre Israël, qui découlent en bonne partie de l'appui inconditionnel des Américains à l'Etat juif.

Devant ces réalités, l'islam se révèle maintenant la seule alternative; en effet, il est à la fois *din wa doula* (religion et Etat). Lui seul peut assurer aux musulmans la *Nahda* (renaissance) de la communauté musulmane dans un esprit de justice, de dignité et d'indépendance.

En somme, l'islamisme radical découle d'un long processus historique et d'événements récents. Il témoigne du grand malaise d'une civilisation bousculée par la mondialisation à l'occidentale; et il signale la difficulté, voire l'échec, des élites arabo-musulmanes à créer une modernité islamique capable de canaliser les espoirs et les craintes de leur jeunesse face aux défis posés par le monde moderne.



L'INFO D'HEURE EN HEURE

Pour savoir: 24 bulletins de nouvelles nationales et internationales.
Pour comprendre: 5 magazines d'actualité. Tous les jours.

www.radio-canada.ca/radio

radio **Première** 
CHAÎNE

95.1^{FM}
Montréal

106.3^{FM}
Québec

90.7^{FM}
Ottawa - Hull

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

La fin d'un symbole



Si les rites, les mémoriaux, les cérémonies, les commémorations sont nécessaires, s'il faut un lieu à ses victimes, il est essentiel qu'elles ne soient pas «muséifiées».

REUTERS

Que faut-il au site WTC pour se souvenir?

Il faut un lieu symbolique, le vrai lieu de la catastrophe, et il faut une inscription, une reconnaissance du groupe, ici de la ville et de la nation

RÉGINE ROBIN

Professeure de sociologie à l'UQAM, auteure de plusieurs ouvrages dont le plus récent, Berlin Chantiers, est paru cette année chez Stock.

Poser la question de ce qui doit être construit sur le site du World Trade Center, c'est d'abord poser la question de ce qui s'est produit, le 11 septembre dernier à New York. Mais peut-on encore revenir sur ce 11 septembre, tant il semble que tout ait été dit et que, peu de temps après l'événement, on ait presque oublié les morts du World Trade Center disparus sous une avalanche de discours?

J'éprouve très douloureusement la saignée, la défiguration de New York. J'aime New York, à la folie. Depuis 1974, date à laquelle j'ai, pour la première fois, mis le pied sur le sol new-yorkais, ce fut, entre la ville et moi, une belle histoire d'amour. New York devient avec Montréal et mes villes européennes, Paris, la ville natale, et Berlin, la ville d'élection, une de mes villes à arpenter sans relâche. Ville saturée de signes, inépuisable, ville creuset, ville de tous les fantasmes et de tous les recommencements.

C'est pourquoi l'attaque contre les tours jumelles du WTC et leur destruction, vécue en direct, fut une véritable décoration, un démembrement, comme si on s'attaquait vraiment charnellement à moi. Il y a plus. Comme tous les immigrants (même si je suis arrivée au Canada et pas aux États-Unis, et même si je suis arrivée très tard et de mon propre chef, ne me trouvant pas en danger en Europe), j'avais le sentiment qu'en Amérique du Nord, nous étions totalement à l'abri, que rien de ce qui avait été notre sort en Europe ne pouvait nous atteindre. Certes, les États-Unis avaient leurs problèmes particuliers: le racisme indéterminable, une extrême inégalité des richesses et une difficulté à se situer, en dépit d'un discours autoglorificateur sur la démocratie, à se muer dans la sphère du politique, une violence urbaine exacerbée. Mais ce 11 septembre

est venu nous rappeler la vulnérabilité de New York, l'impossibilité d'échapper à la mondialisation de la planète. Les États-Unis faisaient bien partie du monde pour le meilleur et pour le pire. Ils ne constituaient pas un havre de paix, à part. Il y eut, aussi, cette mise en scène de la tragédie, son caractère spectaculaire, hollywoodien, déréalisant à l'image d'un film catastrophe, insupportable.

Un discours coincé entre deux extrêmes

Depuis que plus de 5 000 personnes sont disparues dans la destruction des deux tours, d'assourdissants discours nous ceinturent sans leur rendre justice.

Il y a d'abord, aux deux extrêmes, le discours du «bien et du mal», de la «croisade», du «Wanted dead or alive» qui a été celui de Bush tout au début, ou celui des fondamentalistes chrétiens affirmant que tout cela ne serait pas arrivé si les USA n'avaient pas connu le mouvement féministe, le mouvement des droits civiques, la liberté de l'avortement, etc. Mais aussi, en face, celui du contentement naïf, de la revanche, du ressentiment devant l'atteinte du «grand Satan occidental».

D'autres discours, plus subtils en apparence, se sont étalés très largement dans la presse. Celui de la solidarité immédiate avec les USA, sans condi-

tion et sans analyse. C'était la civilisation occidentale qui était attaquée par la barbarie, la liberté par le totalitarisme islamiste. De Tony Blair à Berlusconi, tous les dirigeants occidentaux se sont alignés sur ce discours de guerre froide, ressuscitant un ennemi frontal. Nous sommes tous devenus des Américains, comme en 1968 des «juifs allemands». Mais précisément qui est l'ennemi? L'analogie avec Pearl Harbor a fait long feu, car il ne s'agit pas d'un État, même pas d'un État «voyou» attaquant les États-Unis, mais de terroristes anonymes ne signant pas leur forfait, d'une constellation Ben Laden partout et nulle part, insaisissable. Une guerre, mais d'un type spécial, inédite. Et puis, symétrique, ce discours

sur la politique extérieure des USA qu'elle payait enfin, même si c'était de façon monstrueuse. N'est-ce pas un 11 septembre que fut bombardée la Moneda à Santiago du Chili en 1973?

Et comment ne pas évoquer cette longue litanie de forfaits contre Mossadegh, contre Sukarno, contre le Vietnam, contre tout mouvement progressiste dans le monde durant la guerre froide, contre Allende et l'appui donné au nom de la liberté à toutes les dictatures? On se sentirait mieux, en effet, si Kissinger (prix Nobel de la paix!) avait été traduit en même temps que Milosevic devant le tribunal pénal international de La Haye. Pour ne rien dire de l'appui inconditionnel donné par les États-Unis aux gouvernements et aux politiques délinquants d'Israël, ces derniers temps.

Tout cela est vrai, mais ne me convient pas non plus. J'ai comme le sentiment que ce discours de «gauche» manque son objet, manque la spécificité de l'événement, son caractère totalement inédit. Ce n'est pas céder au «désarmement critique» que de le dénoncer à l'égard des autres.

Car enfin, ces morts, pour quoi, pour qui sont-ils morts?

C'étaient des Américains, mais aussi des gens de toute nationalité, de tous âges, de toutes professions: des banquiers, des informaticiens, des employés de compagnies de courtage, mais aussi des employés de bureaux, des clients, des femmes de ménage, de simples magasiniers, vous et moi, qui se trouvaient là, allant à leur travail, à peine installés, le banal d'une journée de travail à New York, un jour ordinaire, un mardi où il faisait beau, un bleu du ciel comme on n'en trouve qu'en Amérique au début de l'automne. Rien ne peut justifier qu'on les prenne pour cible, qu'ils disparaissent au compte d'une lutte, d'une cause, d'une revanche. Il vaut mieux appeler assassinat ce qui en est un.

Faire le deuil

Mais comment rendre hommage à ces gens qui n'étaient pas des héros, contrairement aux pompiers de New York, mais de simples victimes? Et comment faire le deuil de ces disparus qui n'ont pas de tombe, pas de corps? Lors d'une cérémonie tenue sur les lieux mêmes, sur le site du WTC, le 28 octobre, on a remis aux familles une urne contenant des

cedres du WTC. C'est un début de travail du deuil, une amorce, mais ce n'est pas suffisant.

On sait, en effet, que lorsque le corps fait défaut, lorsqu'il n'y a pas de restes, de lieu où repose un défunt, le deuil se fait dans des substituts symboliques. Dès les premiers jours de la catastrophe, on a vu les familles coller sur les murs d'un endroit précis de New York des photos, des avis, des appels. C'était le début d'un long processus, de rituels à trouver, de cérémonies, de commémorations à organiser, et sans doute d'un mémorial à construire sur les lieux mêmes du WTC.

Il est encore trop tôt pour se poser le problème de ce qu'on va faire de ce site. Faut-il reconstruire à l'identique les tours jumelles? Certains le préconisent, mais il y a peu de chances qu'il en soit ainsi. Témoins du grand style international de la construction des gratte-ciel dans les années 60 et 70, prouesses techniques inouïes avec leur 400 mètres de hauteur et leurs 110 étages, avec leurs fondations profondes, digues contre l'Hudson, les tours ne correspondent plus à ce que l'on construirait aujourd'hui, outre qu'on réfléchirait deux fois avant de mettre 100 000 personnes ensemble dans des villes ainsi exposées, en hauteur.

Un lieu symbolique

L'heure est peut-être à des édifices moins arrogants, moins élevés, plus humains, aux occupations plus mixtes, et surtout, il sera impossible de ne pas y édifier un monument ou mémorial qui rappelle la tragédie et le nom de toutes les victimes. Cinq mille à 6000 noms à inscrire avec leur prénom et leur date de naissance comme on l'a fait ailleurs pour d'autres catastrophes, même pour la guerre du Vietnam qui était pourtant une bien mauvaise cause. Il n'y aura pas d'économie de rituels, de cérémonies, de commémorations, de construction mémorielle. C'est en commun qu'on se souvient et non pas simplement en famille, en regardant des photographies, des vidéos. Il faut un lieu symbo-

lique, le vrai lieu de la catastrophe, et il faut une inscription, une reconnaissance du groupe, ici de la ville et de la nation. C'est à ce prix que les familles des victimes pourront commencer, et peut-être l'ensemble des Américains avec elles, à effectuer une amorce de travail du deuil.

À quoi pourrait bien ressembler ce mémorial? Outre l'inscription du nom de toutes les victimes, il faudrait, me semble-t-il, s'inspirer des dix ans de discussions qui, à Berlin, ont ponctué le choix du Mémorial en hommage aux six millions de juifs assassinés par les nazis. J'imagine, outre les noms, des plaques à la Jochen Gerz, avec cette question: *Pourquoi, pour qui, au nom de quoi sont-ils morts le 11 septembre 2001?* Et, par un procédé technique sans doute réalisable, tout visiteur du site pourrait répondre à sa guise, même si sa réponse ne serait pas destinée à demeurer longtemps, devant faire place à d'autres réponses, dans ce processus interactif.

Certains diront que ces 6000 victimes sont mortes parce qu'elles représentaient la liberté, la civilisation, l'Amérique, ses valeurs, son mode de vie; d'autres qu'elles ont été victimes de la barbarie de l'islamisme radical et terroriste; d'autres encore, qu'elles ont été les victimes de Ben Laden et de ses sectateurs fanatisés; d'autres enfin, diront que ces malheureux ont été les victimes arbitraires de la politique extérieure des États-Unis, de son arrogance depuis nombre d'années, etc. Chacun pourrait s'exprimer à sa guise, participant au deuil, le constituant, sans que ces victimes soient noyées dans un discours unanime de bonne conscience. Car c'est cela, le danger à éviter. Si les rites, les mémoriaux, les cérémonies, les commémorations sont nécessaires, s'il faut un lieu à ses victimes, une symbolique de leur présence-absence, il est essentiel qu'elles ne soient pas «muséifiées».

Au-delà de la guerre qui s'éternise, des bombardements sur l'Afghanistan, des mesures votées dans presque tous les parlements du monde restreignant les libertés individuelles au nom de l'impératif de sécurité, par-delà la récession économique qui s'installe, il faut commencer à penser à «eux» et à la façon dont ils vont s'inscrire, dont on va les inscrire dans notre mémoire.



COURRIER

La confiance d'un château de cartes

Depuis le 11 septembre 2001 mais surtout depuis les lettres piégées à l'anthrax, notre confiance est ébranlée et c'est cette même perte de confiance qui motive nos gouvernements à combattre par tous les moyens le terrorisme car il ébranle les fondements même de la civilisation; notre perte de confiance constitue l'inacceptable car le château de cartes de nos valeurs risque de s'écrouler. Que des citoyens aient peur d'ouvrir leur courrier importe peu aux dirigeants des pays riches, mais que les consommateurs que nous sommes soyons inquiets au point de changer leurs habitudes de consommation, de s'abstenir de restaurants, de cinémas, de voyages en avion, de vacances touristiques, que nous réduisions nos dépenses et pensions à faire des provisions au sous-sol au cas où, voilà la menace inacceptable pour le système capitaliste mondial. Les églises se remplissent de nouveau, les gens reviennent à des valeurs d'entraide et de solidarité; mais voyons, le monde ne vit pas avec des fleurs, des prières et de l'entraide, il faut consommer, dépenser, s'amuser, accumuler des biens et payer des impôts. Si le peuple en vient à réfléchir sur les valeurs fondamentales de l'existence, l'économie court à sa perte. Dans notre civilisation, l'essentiel est visible pour les yeux, n'en déplaise aux poètes et aux philosophes. De là, les baisses d'intérêt décrétées par les grandes banques mondiales car il faut relancer la consommation à tout prix, même avec des taux négatifs. La Bourse remonte, clament les analystes des grandes banques, mais la vérité est que nous sommes en récession et que la Bourse chutera encore d'ici peu. Dans l'optique où le terrorisme pourrait être contrôlé, tout reprendrait son cours normal d'ici quelques mois mais, et c'est là le problème, la guerre au terrorisme est vouée à l'échec car pour un Ben Laden tué au combat, des milliers d'adolescents et d'enfants en armes pleurent en rêvant.

Bernard Viau
Montréal, 26 octobre, 2001

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

L'Ordre et le chaos

L'univers invaginé

La cause fondamentale des événements du 11 septembre importe peu, car tout espoir disparaît dès lors que l'adversaire crée un indescriptible abîme de violence

ALBERT LEGAULT

Directeur du Forum
sécurité et défense
Institut québécois des hautes
études internationales,
Université Laval

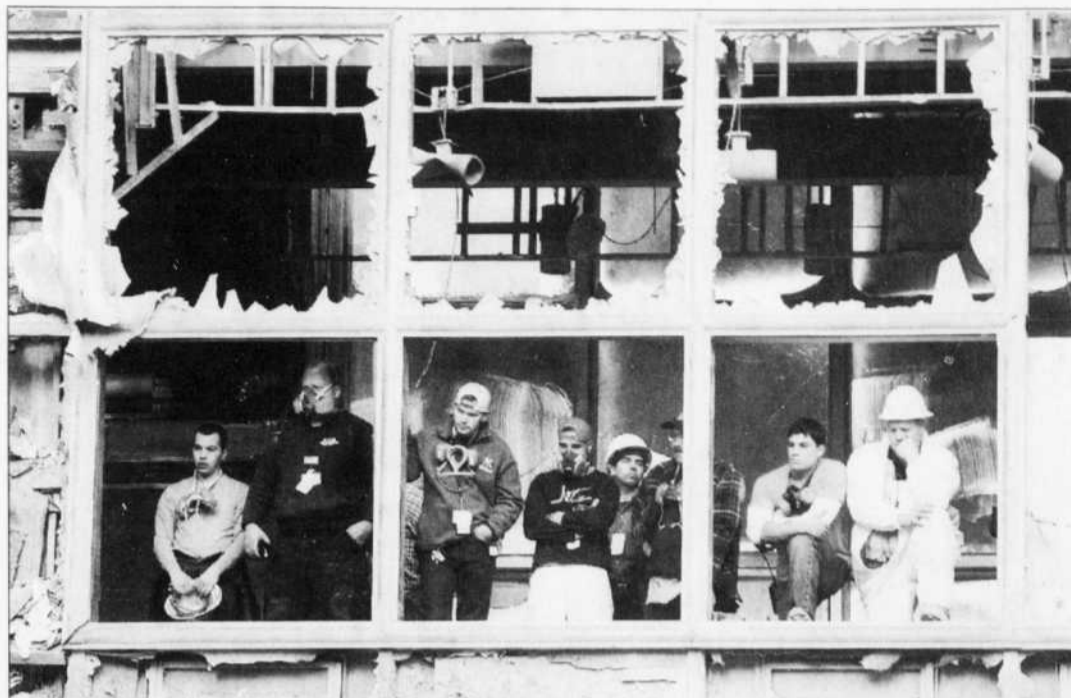
La Terre est ronde. Les écologistes le savent. Tout ce qui pollue à des milliers de kilomètres plus loin nous affecte, selon la direction des vents et des courants aériens. Les interdépendances accrues nous exposent aussi à des vulnérabilités profondes. L'antimondialisation n'est que le reflet de cette transformation. Les événements du 11 septembre nous plongent toutefois dans un univers invaginé nouveau. Un peu comme les cinq doigts d'un gant retourné, nous impignons désormais dans notre monde toutes les instabilités externes, toutes les insécurités et les menaces des déshérités, toutes les explosions de colère qui ne sont pas nécessairement les nôtres. Dans ce combat titanesque qui s'annonce entre l'ordre et le chaos annihilant, cinq grandes tendances méritent d'être soulignées.

La technologie

La technologie est neutre. Tout dépend de ce que l'on veut en faire. On peut couper un steak avec un couteau comme s'en servir pour tuer son prochain. L'explosion technologique que nous subissons aujourd'hui relance en des termes d'urgence la question du contrôle de l'homme sur son destin. En la matière, l'équation restera toujours la même. Les espaces publics doivent légiférer sur le permisible et le thérapeutique, sur l'interdit et le souhaitable, sur le condamnable et le défendable. Pour des raisons de sécurité et dans la tradition weberienne du monopole de la violence détenu par l'État, celui-ci ou plutôt ceux-ci continueront de développer des armes qui entretiennent tout à la fois leur angoisse et leur sécurité. Pour savoir, pour se protéger, pour respirer plus calmement. À tort ou à raison, d'aucuns pensent que nous sommes allés trop loin. Les plus puissants continueront de s'employer à développer tout ce qui peut légitimement ou non renforcer leur sécurité.

La démocratie militaro-policrière

Jusqu'au 11 septembre, on pouvait encore parler de démocratie. Demain, il faudra parler de la démocratie policrière. En voulant se protéger de tout et contre tout, on harçnera la démocratie d'un fatras de lois et de bonnes intentions administratives, toutes destinées à assurer la survie de l'individu pour ne pas parler de celle de l'espèce humaine. Face au terrorisme du 11 septembre, le débat sur la défense antimissiles a été reporté à l'arrière-plan. L'Amérique se chargera lentement et sûrement de le reporter à l'avant-scène, car tant que les



Aucun désespoir, aucune frustration collective, aucune cause, soit-elle appuyée du nom de Dieu, ne peut justifier le fracas de conscience du 11 septembre.

Si l'État s'écroule, la société civile disparaîtra avec lui

États existeront, elle vaudra se protéger contre leurs actes de folie meurtrière. Ce n'est donc qu'une question de temps. La conjugaison de la défense ABM et de la lutte antiterroriste aura une double effet: elle renforcera le pouvoir des militaires qui déjà n'ont que trop à dire en matière politique, et transformera en pouvoir d'enquête, de suspicion et de harcèlement de conscience ce qui reste des libertés civiles. Les historiens doivent se le tenir pour dit: la démocratie policrière ou militaro-policrière est née le 11 septembre 2001.

Le chaos et l'espace public

La démocratie militaro-policrière a été imposée à l'Occident. Il est facile de prétendre que l'Amérique est responsable de tous les maux de la planète. Un tel jugement relève d'un antimécanisme primaire qui confond causes et effets. La cause fondamentale des événements du 11 septembre importe peu, car tout espoir disparaît dès lors que l'adversaire crée un indescriptible abîme de violence aveugle et destructrice. On peut toujours détruire que les États sont aussi violents que les sociétés criminelles ou les mafias corrompues, mais dans le premier cas, il existe, en règle générale, des projets de société qui sous-tendent leurs comportements. Dans le second cas, ce sont plutôt la turpitude et les egoïsmes qui motivent leurs auteurs. Aucun désespoir, aucune frustration collective, aucune cause, soit-elle appuyée du nom de Dieu, ne peut justifier le fracas de conscience du 11 septembre.

Ne nous faisons aucune illusion. Il sera impossible d'en finir avec tous les petits talibans du monde, tout comme il sera impos-

sible de faire disparaître la criminalité. Tout au plus, peut-on atténuer la portée du phénomène, mieux la circonscrire et parer au plus urgent. En attendant la création d'un espace public musulman qui permettra aux théologiens de tout acabit de discuter de l'islam et de la modernité, les chantres du nihilisme et de la violence illimitée continueront de sévir.

La réexportation de la guerre civile

Afin d'éviter une guerre civile mondiale, le sempiternel combat entre le bien et le mal, et de protéger leurs enfants et petits-enfants, les démocraties continueront la lutte sur l'issue de laquelle il est difficile de conserver quelque illusion. Il y aura peut-être d'autres New York, d'autres événements apocalyptiques, mais avec du temps et de l'argent — deux ressources colossales dont disposent les démocraties ou ce qu'il en reste — elles finiront par se protéger du mieux qu'elles le pourront. Que les événements de New York aient provoqué chez elles un substrat de conscience, nul ne peut en douter! On se plaît même dans les chancelleries à parler d'un État palestinien ou à espérer des jours meilleurs pour l'Inde et le Pakistan. En dépit de ces promesses avancées sous le coup du choc et de l'émotion, les démocraties triompheront non pas en réglant les injustices à travers le monde, ce qu'elles peuvent faire en partie, mais tout cela restera une goutte d'eau dans l'océan. Non, l'avenir est inscrit en filigrane dans le combat actuel: criminaliser le terrorisme et en tenir les États responsables.

Ce faisant, on renforcera ainsi d'autres régimes autoritaires qui devront s'assurer, pour survivre, de contrôler, «chez eux», ce que certains ont tenté d'exporter «chez nous». Sans vouloir peindre le diable sur la muraille,

Les derniers espoirs de la société civile

De n'empêchera pas la manifestation. On n'empêchera pas non plus les États de contrer le terrorisme. Dans cette lutte inégale entre ceux qui souhaitent le changement et ceux qui veulent protéger leurs richesses, les mots de Novalis nous reviennent instantanément à l'esprit: «Derrière le voile de l'ordre, brillent les yeux du chaos.» Or, les États n'aiment pas le chaos. Aucun parti politique, aucune démocratie, aucune société civile ne pourra défaire ce que New York a construit. Un édifice de méfiance, de haine, et de protection. Suranne, peut-être aux yeux de certains, mais si l'État s'écroule, la société civile disparaîtra avec lui. Que d'espoirs déçus, que de rêves enterrés, que d'attentes trompées!

En réalité, et si les vents leur sont favorables, les démocraties militaro-policrières pourront peut-être desserrer l'étau dans lequel elles se sont enfermées. Mais le prix restera le même. On l'avait oublié, le monopole de la violence ne peut appartenir qu'à une autorité supérieure. En attendant un gouvernement mondial ou l'achèvement d'un ordre transnational juste et équitable, nous ne pouvons que pleurer les événements du 11 septembre. On a mal dans son être! Mais les autres ont aussi mal dans leur être. Nous n'avons rien réglé. La planète est incapable de tout régler, même avec la meilleure volonté du monde.

Oussama ben Laden a échoué: les démocraties lui renvoient la balle. Elles n'aiment pas et ne veulent pas l'horreur. Elle est pour l'autre! Cas de légitime défense!

COURRIER

Égalité
et communication
sont les clés
du nouveau
monde

Il y avait le monde de l'avant 11 septembre 2001 et celui de l'après. En effet, les attentats contre les États-Unis ont changé, non seulement la vie des Américains, mais, par ricochet, celle du monde entier.

Les Américains doivent ouvrir leurs yeux et espérer qu'ils ne le feront pas trop tard. Les Américains doivent calmer leur soif de se battre, d'attraper le coupable et au moins s'arrêter sur les motifs des terroristes, car aussi fous soient-ils, ces hommes avaient tout de même un important message à passer. Les actes sont affreux, destructifs et impardonnables mais ne faut-il pas, en effet, réfléchir sur ceux-ci?

Les Américains sont riches et pleins de ressources. Mettons-nous à la place de ceux qui voient combien de millions les Américains dépendent pour réaliser des films pour le simple divertissement. Mettons-nous aussi à la place de ceux pour qui même une petite télévision reste un luxe. N'est-il pas normal, en effet, qu'ils croient en une certaine injustice de la séparation des richesses? La violence n'était pas nécessaire, mais on ne doit pas être surpris, selon moi, que le monde arabe ait voulu se faire entendre.

Les Américains ont voulu conquérir le monde entier et y implanter leur mode de vie, leurs traditions et leurs façons de penser. Ils ont toujours cru fort en eux et se sont même déjà définis comme la race supérieure. Aujourd'hui après avoir été touchés dans leur cœur, ne leur faudrait-il pas revoir leur manière de vivre au-dessus de tous et peut-être réaliser qu'ils ne sont pas les maîtres intouchables de l'univers? Arrêtez de vous tirer dessus pour enfin parler et séparer ce dont tous devraient profiter pour vivre paisiblement et un peu mieux.

Catherine Robichaud
Montréal, 19 octobre 2001

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

URGENCE AFGHANISTAN

Les équipes médicales de Médecins Sans Frontières oeuvrent en Afghanistan depuis 1979. Malgré la crise récente, nous poursuivons nos activités médicales et fournissons de la nourriture et des abris aux populations locales. Récemment, nous avons envoyé en Afghanistan du matériel médical et des aliments enrichis.

Un réseau de cliniques fixes et mobiles continue de fonctionner, fournissant des soins de santé à des milliers de personnes vulnérables.

Dans les camps de réfugiés des pays avoisinants, nous fournissons des soins médicaux d'urgence aux nouveaux arrivants afghans.

Deux décennies de sécheresse ont extrêmement affaibli la population civile afghane. Des centaines de milliers de personnes ont besoin d'aide non seulement aujourd'hui mais aussi pour faire face à l'hiver qui approche.

Pour continuer à porter secours à la population en Afghanistan et venir en aide aux réfugiés afghans en Iran et au Pakistan, nous avons besoin de vous.

Donnez dès maintenant

au (514) 845-5621 • en ligne à www.msf.ca

ou en adressant vos dons à

Médecins Sans Frontières

342, rue Sherbrooke Est, #2, Montréal, Québec, H2X 1E6

Veillez envoyer vos dons à Médecins Sans Frontières

1 000 \$ 500 \$ 100 \$
75 \$ 50 \$ Autre montant : _____ \$

Je désire effectuer mon don par :

VISA Mastercard Amex Chèque (à l'ordre de : Médecins Sans Frontières)

Carte de Crédit : _____ Date d'expiration : _____

Nom : _____ Signature : _____

Adresse : _____ Ville : _____ Province : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

J'accepte de vous communiquer mon adresse électronique et de recevoir de l'information

sur Médecins Sans Frontières



Lauréat du prix Nobel de la paix 1999

Les dons sont déductibles d'impôts / Numéro d'enregistrement : 13527 5857 RR0001

Atiq Rahimi

Terre et cendres

Terre et cendres

Un roman dédié à tous ceux à qui « la guerre a volé leurs larmes. »

Atiq Rahimi

sera présent au Salon du livre de Montréal

BIENTÔT EN LIBRAIRIE :
Ben Laden, secret de famille
de l'Amériqne de Arundhati Roy
chez Gallimard

Joseph Kessel

Les Cavaliers
Un des plus beaux romans sur l'Afghanistan, un livre qui éclaire l'actualité.

Massoud l'Afghan

Celui que l'Occident n'a pas écouté

Christophe de Ponfilly

Massoud l'Afghan celui que l'Occident n'a pas écouté

Vies clandestines

Depuis plus de vingt ans ils vont en Afghanistan. Le plus souvent clandestinement. Ce sont les enfants de Kessel.

Mondes rebelles junior

Les conflits qui agitent le monde expliqués aux adolescents.

Gilles Kepel

Jihad
Expansion et déclin de l'islamisme

Gilles Kepel

Jihad, expansion et déclin de l'islamisme

Pour mieux comprendre ce phénomène politico-religieux de la fin du XX^e siècle : l'islamisme.

Joseph Kessel

Les cavaliers

• APRÈS LE 11 SEPTEMBRE •

SEMONCE

Pour que la modernité mérite de survivre au coup de butoir qu'elle vient de recevoir, il faut qu'elle retrouve ses authentiques racines

SUITE DE LA G1

traditionnelles; rapports humains prenant appui sur une conception millénaire de l'autorité domestique et politique. En regard de ces conceptions traditionnelles de la vie, la modernité occidentale «à l'américaine» apparaît comme matérialiste, irrespectueuse des traditions, immodérément consummatrice, égoïste et toujours exclusivement mue par ses seuls intérêts partout dans le monde.

Le refus de cette odieuse modernité «à l'américaine», qui inspire une importante partie du monde arabe et musulman, s'est exprimé dans des gestes hautement symboliques. Ce sont les plus gros avions des plus imposantes compagnies américaines d'aviation dont on a réussi à prendre le contrôle pour les faire servir de bombes. Ce sont les grands édifices typiques du matérialisme consommateur, précisément appelés World Trade, qui ont été visés. À travers le Pentagone, c'est le centre de l'impérialisme militaro-industriel qui a été attaqué. La chimie des laboratoires ultramodernes risque de devenir l'arme de demain. Le pays porteur et symbole de l'avant-garde de la modernité a été blessé, humilié et est maintenant terrorisé.

Les symboles ont une force cachée. Ce ne sont pas que les actions terroristes qui ont l'effet qu'on leur connaît depuis le 11 septembre. C'est la symbolique qui leur est attachée qui est puissante et imposante. C'est la signification que cette symbolique nous renvoie qui est déstabilisante: les terroristes ont signifié qu'ils s'attaquaient à tout le mode de vie d'une certaine modernité, que j'appelle ici «à l'américaine» pour faire court, qui fait partie de cet ensemble complexe et multiple qu'est la modernité occidentale, qu'elle domine cependant de tout son poids. Le terrorisme du 11 septembre a retourné cette modernité contre elle-même et l'a du coup fragilisée.

L'ampleur de la réaction diplomatique et militaire organisée contre un des pays les plus pauvres du monde témoigne à l'évidence que cette modernité occidentale «à l'américaine» a subi une si profonde blessure qu'il faut à ses chefs faire éclater tous les feux d'artifice pour se convaincre de son invincibilité. Le terrorisme fait peur parce qu'il s'en prend maintenant aux bénéficiaires de la modernité avec les moyens de cette même modernité toute-puissante. Et il faut reconnaître que le terrorisme a agi et agit encore avec une efficacité qui dépasse celle de «notre» guerre conventionnelle. Il a déstabilisé l'Occident, amplifié une crise économique latente et produit des effets divers dans presque tous les coins du monde.

Il faut encore ajouter que, de par sa nature, dans l'esprit occidental, «notre» modernité est faite pour se répandre dans le monde entier. Elle apporte le mieux-être, le confort, les lumières, la culture. Mais voilà qu'un nouveau message est apparu depuis le 11 septembre: la modernité occidentale devra peut-être accepter de connaître des frontières où l'on exigera d'elle soit qu'elle s'arrête, soit qu'elle se transforme et qu'on la transforme avant de les franchir. La notion et l'idéal occidental de la modernité viennent de recevoir un coup de semonce. On peut dire, bien sûr, que les actes terroristes du 11 septembre sont condamnés par presque toute l'humanité, et c'est vrai. Mais il ne faut pas s'y tromper: se rallier à la condamnation des actions terroristes n'implique aucunement, de la part du monde arabe et musulman en particulier, une acceptation de la modernité occidentale «à l'américaine». Leur opposition à ce mode de vie et d'être n'en sera probablement que plus grande et plus forte, en échange de leur collaboration présente.

Il en va de même de cette nouvelle arme que l'on vient de décou-

vrir contre le terrorisme: l'invasion militaire doit s'accompagner de «l'aide humanitaire». On propose maintenant de combattre le terrorisme par l'éradication de la pauvreté. S'il ne faut pas dénigrer cette trop subite bonne intention, il faut en voir l'ambiguïté. Comme cette aide humanitaire s'accompagne du «feu du ciel» et d'une invasion en terre étrangère, il importe de s'interroger sur la symbolique ambivalente qu'elle comporte et sur l'image honnie et déformée de la mo-

dernité qu'elle représente.

Pour que la modernité mérite de survivre au coup de butoir qu'elle vient de recevoir, il faut qu'elle retrouve ses authentiques racines. Ce qui fait aujourd'hui sa faiblesse d'exemplarité, c'est son identification à une certaine «civilisation» américaine et aux intérêts de l'hégémonie militaro-industrielle des États-Unis. Peut-on espérer qu'avec le XXI^e siècle, une Union européenne vraiment efficace et des organismes internatio-

naux renforcés amènent un retour à un Occident mieux équilibré, plus en rapport avec ses origines intellectuelles et spirituelles?

Le problème moral de la guerre et de l'usage légitime de la violence évoqué plus haut apparaît maintenant dans son contexte sociologique et historique particulier. Le problème moral de la guerre et de la violence n'échappe pas à son historicité. On ne peut y répondre dans des termes généraux et d'une manière universelle. Il

doit être abordé dans le contexte de civilisation dont il fait partie et dans lequel il se pose. Et ce contexte socio-historique est celui de la modernité contemporaine. Or, situé dans ce contexte, il m'apparaît que cette guerre inégale menée par les États-Unis et ses alliés doit être jugée sévèrement dans la mesure où elle s'insère dans l'évolution d'une modernité dont la moralité a amplement besoin d'être remise en question, à la lumière de toutes les consé-

quences humaines et inhumaines que cette guerre entraîne pour ceux qui la vivent de l'intérieur (la «cage de fer» de Max Weber) et ceux qui en sont exclus. L'attitude triomphante de l'appui qu'on apporte à cette guerre me paraît particulièrement aveugle et aveuglante. Elle ne fait qu'occulter la fragilisation que vient de subir la modernité occidentale et à étouffer la critique de cette modernité, que le moment d'aujourd'hui rend plus impérieuse que jamais.



du direct
du contenu
du coeur

un engagement total

Association
québécoise
des organismes
de coopération
internationale

AQOCI

Pour des
relations
internationales
fondées sur
la démocratie,
l'égalité et
la justice

www.aqoci.qc.ca



en direct sur la vie

www.radio-canada.ca/nouvelles